

<p>Pour la Commission communautaire commune :</p> <p>La Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétente pour la Politique de la Santé,</p> <p>E. VAN DEN BRANDT</p> <p>Le Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, compétent pour la Politique de la Santé,</p> <p>A. MARON</p>	<p>Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie:</p> <p>Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,</p> <p>E. VAN DEN BRANDT</p> <p>Het lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid,</p> <p>A. MARON</p>	<p>Für die Gemeinsame Gemeinschaftskommission:</p> <p>Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik,</p> <p>E. VAN DEN BRANDT</p> <p>Mitglied des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission Brüssel-Hauptstadt, zuständig für Gesundheitspolitik,</p> <p>A. MARON</p>
---	---	---

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/42672]

14 JUILLET 2021. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Aux articles 16, 24, 1<sup>o</sup>, premier tiret, et 104 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, modifié par les décrets des 17 juillet 2013, 23 février 2017, 28 mars 2019 et 17 juillet 2020, les termes « sont assimilés » sont, à chaque fois, remplacés par les termes « peuvent être assimilés ».

**Art. 2.** À l'article 24 du même décret, les termes « à l'article 2, § 2, du Code des sociétés » sont remplacés par les termes « à l'article 1 :5, § 2, du Code des sociétés et des associations ».

**Art. 3.** Le titre V/I du même décret, comprenant les articles 44/1 à 60, est remplacé par ce qui suit :

« Titre V/I - *Primes au succès d'œuvres audiovisuelles*

CHAPITRE I<sup>er</sup> - *Dispositions générales*

Art. 45. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer des primes au succès aux auteurs-réalisateurs, scénaristes, producteurs et distributeurs d'œuvres audiovisuelles.

Les personnes physiques bénéficiaires de primes doivent être de nationalité belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen. Les ressortissants d'un Etat non-membre de l'Espace économique européen ainsi que les apatrides ayant la qualité de résident en Belgique peuvent être assimilés aux ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen.

§ 2. La nature des primes au succès octroyées aux producteurs et distributeurs est une subvention destinée à couvrir les dépenses éligibles liées à la création ou la distribution de l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée ou de toute autre nouvelle œuvre audiovisuelle répondant aux conditions de l'article 46, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>.

La liste de dépenses éligibles visée à l'alinéa premier est arrêtée par le Gouvernement.

§ 3. La nature des primes au succès octroyées aux auteurs, auteurs-réalisateurs et scénaristes est une subvention dispensée de justification de son utilisation.

CHAPITRE II. - *Des conditions de recevabilité*

Art. 46. Pour être éligible au bénéfice des primes au succès, l'œuvre audiovisuelle pour laquelle l'aide est sollicitée, doit remplir cumulativement les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être une œuvre audiovisuelle de long métrage, une œuvre audiovisuelle de court métrage, un documentaire de création, un programme de courts métrages d'une durée supérieure à soixante minutes ou un programme de courts métrages d'une durée supérieure à trente minutes spécifiquement destiné aux enfants de moins de dix ans ;

2<sup>o</sup> être une œuvre audiovisuelle d'art et essai ;

3<sup>o</sup> a) soit avoir été coproduite conformément aux règles de la Convention européenne de coproduction cinématographique ou d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française ;

b) soit, si elle n'a pas été coproduite dans le cadre de la Convention européenne de coproduction cinématographique ou d'un accord international bilatéral de coproduction d'œuvres audiovisuelles qui engage la Communauté française, l'œuvre audiovisuelle doit remplir au moins trois des critères repris à l'article 9, alinéa 2 ;

4<sup>o</sup> remplir les critères culturels, artistiques et techniques, tels que déterminés par le Gouvernement en fonction du type d'œuvre audiovisuelle ;

5<sup>o</sup> disposer d'un numéro d'immatriculation ISAN.

CHAPITRE III. - *Des conditions d'octroi*

Art. 47. § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir bénéficier d'une prime au succès, l'œuvre audiovisuelle pour laquelle la prime est demandée doit :

1<sup>o</sup> soit avoir été visionnée par un nombre minimum de spectateurs payants dans une salle de cinéma ou un centre culturel situés sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. Seules les entrées payantes dans les centres culturels utilisant un bordereau officiel identique à celui utilisé par les salles de cinémas seront comptabilisées. Pour l'application du présent alinéa, une location payante à l'acte de l'œuvre audiovisuelle sur un service télévisuel non-linéaire diffusé sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale est assimilée à une entrée en salle de cinéma ;

2<sup>o</sup> soit avoir été sélectionnée dans un nombre minimum de festivals appartenant à la liste arrêtée par le Gouvernement et dans le respect des critères établis par cette liste concernant le type de sélection éligible;

3<sup>o</sup> soit avoir été vendue pour un montant cumulé minimum à la minute de programme auprès d'éditeurs de services linéaires et/ou auprès d'éditeurs de services non linéaires pour une mise à disposition par abonnement.

Les éditeurs de services visés par l'alinéa précédent doivent être diffusés sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Pour l'application du présent paragraphe, l'on entend par :

- services télévisuels linéaires, les services définis à l'article 1.3-1, alinéa 1er, 55°, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos ;

- services télévisuels non-linéaires, les services définis à l'article 1.3-1, alinéa 1er, 56° et 57°, du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

§ 2. Pour une même œuvre audiovisuelle, les primes au succès visées au paragraphe 1er, 1° à 3°, peuvent être cumulées.

§ 3. Le Gouvernement arrête les nombres minimum visés au paragraphe 1er.

#### CHAPITRE IV. - *Du montant*

Art. 48. Le Gouvernement détermine :

1° le montant de la prime au succès visée au présent titre selon :

- le nombre minimum de spectateurs en salles de cinémas ;

- le nombre minimum de sélection en festivals ;

- le montant minimum de vente par minute ;

2° le montant maximum de la prime au succès pour une même œuvre audiovisuelle, selon le type d'œuvre audiovisuelle.

Art. 49. Le montant de la prime au succès ne peut dépasser le coût de l'œuvre audiovisuelle concernée et, en cas de coproduction, le montant de l'apport belge francophone, déduction faite de toutes les aides publiques octroyées pour la production de l'œuvre audiovisuelle.

#### CHAPITRE V - *De la répartition de la prime au succès*

Art. 50. Le montant de la prime au succès visée au présent titre est réparti comme suit :

1° pour les œuvres audiovisuelles de long métrage, les documentaires de création d'une durée supérieure à soixante minutes, les programmes de courts métrages d'une durée supérieure à soixante minutes et les programmes de courts métrages d'une durée supérieure à trente minutes spécifiquement destiné aux enfants de moins de dix ans :

- soixante pour cent pour le producteur de l'œuvre audiovisuelle ;

- vingt-cinq pour cent pour le distributeur de l'œuvre audiovisuelle ;

- quinze pour cent pour l'auteur de l'œuvre audiovisuelle ;

2° pour les œuvres audiovisuelles de court métrage et les documentaires de création d'une durée inférieure ou égale à soixante minutes :

- quatre-vingt pour cent pour le producteur de l'œuvre audiovisuelle ;

- dix pour cent pour le scénariste de l'œuvre audiovisuelle ;

- dix pour cent pour l'auteur-réalisateur de l'œuvre audiovisuelle.

#### CHAPITRE VI - *De l'introduction de la demande*

Art. 51. § 1<sup>er</sup>. La demande de prime au succès est introduite par le producteur de l'œuvre audiovisuelle au plus tôt lorsque l'une des conditions visées à l'article 47, § 1<sup>er</sup>, est remplie et au plus tard trois ans après la survenance du premier des événements suivants pour lequel il demande une prime au succès :

1° la première diffusion de l'œuvre audiovisuelle dans une salle de cinéma ou un centre culturel visé à l'article 47, § 1er, 1°, situés sur le territoire de la région de langue française ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou la première diffusion de l'œuvre audiovisuelle sur un service télévisuel non-linéaire visé à l'article 47, §1<sup>er</sup>, 1° ;

2° la première sélection de l'œuvre audiovisuelle dans un festival visée à l'article 47, § 1er, 2° ;

3° la première vente de l'œuvre audiovisuelle à un éditeur de services télévisuels linéaire ou non linéaire visé à l'article 47, § 1er, 3°.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1er, la demande de prime au succès d'un programme de courts métrages est introduite par le producteur désigné par l'ensemble des producteurs de courts métrages composant le programme.

§ 3. Les entrées en salles, locations à l'acte, sélections en festivals et ventes effectuées avant l'événement déclencheur de l'aide visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi que celles effectuées après l'introduction de la demande ne sont pas comptabilisées pour le calcul du montant de la prime au succès.

§ 4. Les modalités d'introduction de la demande sont déterminées par le Gouvernement. ».

#### Disposition transitoire

**Art. 4.** Les articles 44/1 à 60 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle restent applicables pour les demandes de primes au réinvestissement relatives à des œuvres audiovisuelles ne répondant pas aux critères culturels, artistiques et techniques déterminés par le Gouvernement pour autant qu'elles soient introduites avant le 30 septembre 2021 et relatives à des diffusions effectuées jusqu'au 31 août 2021.

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—  
Note

**Session 2020-2021**

*Documents du Parlement.* – Projet de décret, n° 259-1. – Rapport de commission, n° 259-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 259-3

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021.

—  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2021/42672]

**14 JULI 2021. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de filmsector en aan de creatie in de audiovisuele sector**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In de artikelen 16, 24, 1°, eerste streepje, en 104 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de filmsector en aan de creatie in de audiovisuele sector, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2013, 23 februari 2017, 28 maart 2019 en 17 juli 2020, worden de woorden "worden gelijkgesteld" telkens vervangen door de woorden "kunnen worden gelijkgesteld".

**Art. 2.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 2, § 2 van het Wetboek van vennootschappen" vervangen door de woorden "in artikel 1:5, § 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen".

**Art. 3.** Titel V/I van hetzelfde decreet, bestaande uit de artikelen 44/1 tot en met 60, wordt vervangen door de volgende tekst:

*"Titel V/I - Premies voor het succes van audiovisuele werken*

*HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen*

Art. 45 § 1. De regering kan succespremies toekennen aan auteurs-regisseurs, scenarioschrijvers, producenten en distributeurs van audiovisuele werken.

De natuurlijke personen die de premies ontvangen, moeten de Belgische nationaliteit hebben of de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte. Onderdanen van een staat die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte, alsmede staatlozen die de status van ingezetene van België hebben, kunnen worden gelijkgesteld met onderdanen van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

§ 2. De aard van de aan de producenten en distributeurs toegekende succespremies is een subsidie ter dekking van de in aanmerking komende uitgaven in verband met de vervaardiging of de distributie van het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd of van elk ander nieuw audiovisueel werk dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 46, 1° tot 4°.

De lijst van in aanmerking komende uitgaven, bedoeld in het eerste lid, wordt door de regering vastgesteld.

§ 3. De aard van de aan auteurs, auteurs-regisseurs en scenarioschrijvers toegekende succespremies is een subsidie waarvan het gebruik niet hoeft te worden gerechtvaardigd.

*HOOFDSTUK II. - Voorwaarden voor toelaatbaarheid*

Art. 46. Om voor succespremies in aanmerking te komen, moeten de audiovisuele werken waarvoor steun wordt aangevraagd, cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een speelfilm, een korte film, een creatieve documentaire, een programma van korte films van meer dan zestig minuten of een programma van korte films van meer dan dertig minuten zijn die specifiek voor kinderen onder de tien jaar bestemd is;

2° een "art et essai" audiovisueel werk zijn;

3° a) ofwel gecoproduceerd zijn volgens de regels van de Europese Overeenkomst inzake cinematografische coproductie of van een bilaterale internationale overeenkomst betreffende de coproductie van audiovisuele werken die de Franse Gemeenschap bindt;

b) of, indien het niet is gecoproduceerd in het kader van de Europese Overeenkomst inzake cinematografische coproductie of van een bilaterale internationale overeenkomst betreffende de coproductie van audiovisuele werken die de Franse Gemeenschap bindt, moet het audiovisuele werk aan ten minste drie van de in artikel 9, lid 2, genoemde criteria voldoen;

4° voldoen aan de culturele, artistieke en technische criteria, zoals bepaald door de regering in functie van het type audiovisueel werk

5° een ISAN-registratienummer hebben.

*HOOFDSTUK III. - Toekenningsvoorwaarden*

Art. 47 § 1. Om voor een succespremie in aanmerking te komen, moet het audiovisuele werk waarvoor de premie wordt aangevraagd:

1° ofwel door een minimumaantal betalende toeschouwers zijn bekeken in een bioscoop of een cultureel centrum gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad. Alleen betalende toegangkaartjes in culturele centra die een officieel formulier gebruiken dat identiek is aan dat van de bioscopen,

worden meegerekend. Voor de toepassing van dit lid wordt een pay-per-view huur van het audiovisuele werk op een niet-lineaire televisiedienst die op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad wordt uitgezonden, beschouwd als een toegang tot een bioscoop;

2° ofwel geselecteerd zijn in een minimumaantal festivals die behoren tot de lijst die door de regering wordt vastgesteld en met inachtneming van de criteria die door deze lijst worden vastgesteld met betrekking tot het type van in aanmerking komende selectie;

3° ofwel voor een cumulatief minimumbedrag per minuut programma zijn verkocht aan uitgevers van lineaire diensten en/of aan uitgevers van niet-lineaire diensten voor verstrekking per abonnement.

De in het vorige lid bedoelde uitgevers van diensten moeten worden uitgezonden op het grondgebied van het Franstalig gebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Voor de toepassing van deze paragraaf gelden de volgende definities:

- lineaire televisiediensten, de diensten omschreven in artikel 1.3-1, eerste lid, 55°, van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten; - niet-lineaire televisiediensten, de diensten omschreven in artikel 1.3-1, eerste lid, 56° en 57° van het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en videoplatformdiensten.

§ 2. Voor eenzelfde audiovisueel werk kunnen de in de eerste paragraaf, 1° tot en met 3°, bedoelde succespremies worden gecumuleerd.

§ 3 De regering stelt de in de eerste paragraaf bedoelde minimumaantallen vast.

#### HOOFDSTUK IV. - *Bedrag*

Art. 48. De regering bepaalt:

1° het bedrag van de in deze titel bedoelde succespremie volgens:

- het minimum aantal toeschouwers in bioscopen
- het minimumaantal selecties in festivals;
- het minimumaantal verkopen per minuut;

2° het maximumbedrag van de succespremie voor één enkel audiovisueel werk, afhankelijk van het soort audiovisueel werk.

Art. 49. Het bedrag van de succespremie mag niet hoger zijn dan de kostprijs van het betrokken audiovisueel werk en, in geval van coproductie, het bedrag van de Franstalige Belgische bijdrage, na aftrek van alle voor de productie van het audiovisueel werk toegekende overheidssteun.

#### HOOFDSTUK V. - *Verdeling van de succespremie*

Art. 50. Het bedrag van de in deze titel bedoelde succespremie wordt als volgt verdeeld:

1° voor audiovisuele werken van speelfilms, creatieve documentaires van meer dan zestig minuten, korte filmprogramma's van meer dan zestig minuten en korte filmprogramma's van meer dan dertig minuten die specifiek gericht zijn op kinderen onder de tien jaar:

- zestig procent voor de producent van het audiovisuele werk;
- vijftig procent voor de distributeur van het audiovisuele werk
- vijftien procent voor de auteur van het audiovisuele werk;

2° voor korte audiovisuele werken en creatieve documentaires van maximaal zestig minuten:

- tachtig procent voor de producent van het audiovisuele werk
- tien procent voor de scenarioschrijver van het audiovisuele werk
- tien procent voor de auteur-regisseur van het audiovisuele werk.

#### HOOFDSTUK VI. - *Indiening van het verzoekschrift*

Art. 51 § 1. De aanvraag voor een succespremie wordt door de producent van het audiovisuele werk op zijn vroegst ingediend wanneer aan een van de in artikel 47, lid 1, bedoelde voorwaarden is voldaan, en uiterlijk drie jaar na het optreden van de eerste van de volgende gebeurtenissen waarvoor een succespremie wordt aangevraagd

1° de eerste uitzending van het audiovisueel werk in een bioscoop of een cultureel centrum als bedoeld in artikel 47, § 1, eerste lid, gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of de eerste uitzending van het audiovisueel werk op een niet-lineaire televisiedienst als bedoeld in artikel 47, § 1, eerste lid;

2° de eerste selectie van het audiovisueel werk in een festival als bedoeld in artikel 47, § 1, 2° ;

3° de eerste verkoop van het audiovisueel werk aan een uitgever van lineaire of niet-lineaire televisiediensten als bedoeld in artikel 47, eerste lid, 3°.

§ 2. In afwijking van het eerste lid wordt de aanvraag voor een succespremie voor een kortfilmprogramma ingediend door de producent die wordt aangewezen door alle producenten van kortfilms die deel uitmaken van het programma.

§ 3 Voor de berekening van het bedrag van de succespremie wordt geen rekening gehouden met bioscoopbezoeken, eenmalige verhuringen, selecties voor festivals en verkopen die hebben plaatsgevonden vóór het evenement dat de in lid 1 bedoelde steun heeft doen ontstaan, noch met die welke hebben plaatsgevonden na de indiening van de aanvraag.

§ 4 De procedure voor de indiening van de aanvraag wordt vastgesteld door de regering.

#### Overgangsbepaling

**Art. 4.** De artikelen 44/1 tot 60 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de steun aan de filmsector en aan de creatie in de audiovisuele sector blijven van toepassing op de aanvragen voor herinvesteringspremies met betrekking tot audiovisuele werken die niet beantwoorden aan de door de regering bepaalde culturele, artistieke en technische criteria, op voorwaarde dat ze worden ingediend vóór 30 september 2021 en betrekking hebben op uitzendingen die tot en met 31 augustus 2021 worden gemaakt.

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juli 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het Toezicht op «Wallonie-Bruxelles Enseignement»,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 259-1. – Commissieverslag, nr. 259-2. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr. 259-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 juli 2021.

---

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31995]

### 15 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 relatif au conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, article 128, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 relatif au conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu le test genre du 22 septembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2020 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 12 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 21 février 2021 ;

Vu la procédure visée aux articles 12 et 13 de l'accord de coopération-cadre entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, sollicitée le 3 juin 2021 ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 69.498 du Conseil d'Etat donné le 28 juin 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la Jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 relatif au conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. En cas d'urgence dûment motivée, à l'exception de la période entre le 15 juillet et le 15 août, le Gouvernement peut demander au Conseil que son avis soit remis dans un délai ne dépassant pas dix jours. Si le dernier jour du délai tombe un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'échéance du délai est reportée au premier jour ouvrable qui suit.

La période entre le 15 juillet et le 15 août visée à l'alinéa précédent concerne tant les demandes introduites durant cette période que celles dont l'échéance du délai de dix jours interviendrait durant celle-ci. » ;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque le délai prend cours en juillet, l'avis du Conseil est transmis au Ministre pour le 30 septembre, au plus tard. ».